

LES AÉROPORTS

PICKERING—LA DATE DE PUBLICATION DU RAPPORT

M. J. R. Ellis (Hastings): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. J'aimerais demander au ministre quand nous pourrions prendre connaissance du rapport de la Commission d'enquête sur l'aéroport de Pickering, rapport dont la rédaction a été achevée en juin?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je ne me souviens pas que moi-même ou quiconque ait déclaré que nous devions recevoir ce rapport en juin. Je me trompe peut-être, mais j'espère que nous pourrions présenter ce rapport à la Chambre avant la fin de l'année.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

MARITIMES—LA POSSIBILITÉ D'UN RELÈVEMENT DU BUDGET MINISTÉRIEL AU PRORATA DES BESOINS RÉGIONAUX

M. Elmer M. MacKay (Central Nova): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Expansion économique régionale. Étant donné que le ministre évalue, à en juger par une citation du *Globe and Mail* d'hier, que les projets d'expansion des immobilisations dans les Maritimes pourraient s'élever à 10 ou 12 milliards de dollars, le ministre peut-il nous faire savoir si ses services sont en train d'établir ou ont déjà établi ou non des prévisions en vue d'un accroissement en conséquence de son budget pour répondre à ces besoins?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, je ne parlais pas de fonds publics, je parlais simplement des capitaux nécessaires. En ce qui concerne mon ministère, son budget a augmenté chaque année depuis trois ou quatre ans, et nous espérons que cela va continuer; mais les investissements dont il est question devront aussi être financés par le secteur privé.

M. MacKay: Monsieur l'Orateur, une brève question supplémentaire. Le ministre de l'Expansion économique régionale a dit espérer que le budget de son ministère continuerait d'augmenter. A-t-il pensé que son collègue, le ministre de la Défense nationale, pourrait demander des crédits pour arrêter la liquidation des Forces armées du Canada et qu'il aurait à tenir compte de cet imprévu?

Questions orales

LES POSTES

LES NÉGOCIATIONS ET LE RETRAIT DE L'ACCREDITATION DU CONSEIL DES UNIONS DES EMPLOYÉS DES POSTES

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Postes. La Commission des relations de travail dans la Fonction publique a retiré son accréditation au Conseil des Unions des employés des postes. Cette mesure entraîne une rupture automatique des contrats et tout porte à croire qu'elle retardera les négociations jusqu'à la fin de décembre. Le député de Calgary-Sud a exposé les difficultés qui découlent de cette délicate situation dans laquelle se trouvent les postiers. Le ministre voudrait-il indiquer s'il recherche les moyens d'engager la négociation avant les nouvelles accréditations?

L'hon. Bryce Mackasey (ministre des Postes): Monsieur l'Orateur, je pourrais répondre de façon désinvolte mais honnête, en disant que je ferai brûler un cierge lorsque j'irai à la messe dimanche, en espérant que tout le monde restera au travail. Ce qui importe vraiment, c'est que, au début de décembre, de nouveaux agents de négociation seront accrédités par la Commission des relations de travail dans la Fonction publique; j'espère qu'alors le processus de négociation collective s'amorcera entre l'employeur—en la circonstance, le Conseil du Trésor—et le nouvel agent de négociation reconnu, représentant les employés des postes. Ce qui importe, c'est que, dans l'intervalle, les employés des postes conservent un bon moral, qu'ils supportent les critiques lancées constamment contre leur efficacité et qu'ils restent au travail, jusqu'à ce que le processus légal suive son cours. Nous pourrions alors, je pense, aboutir à une convention collective qui sera juste à la fois envers le contribuable et les employés des postes.

* * *

LA FONCTION PUBLIQUE

LE RENVOI DU RAPPORT FINKELMAN AU COMITÉ

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Je pourrais ajouter: «Que ce petit flambeau lance loin ses rayons», peut-être même jusqu'au président du Conseil du Trésor. Puisque la Commission des relations de travail dans la Fonction publique a désaccrédité le syndicat, le président du Conseil du Trésor pourrait-il dire à la Chambre quand le rapport Finkelman sera renvoyé au comité permanent du travail, de la main-d'œuvre et de l'immigration pour permettre aux députés d'étudier à fond les relations qui existent entre le gouvernement et ses employés?

L'hon. Jean Chrétien (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, le président du Conseil privé a déjà mis sur pied un comité et le rapport Finkelman sera étudié bientôt par un comité mixte de la Chambre et du Sénat. Je suis surpris que le député ne l'ait pas su.